

# Conditions de travail en ESAT

## Quand sous-traitance rime avec maltraitance

Nous connaissons le talent du groupe Schneider Electric pour soigner son image de marque et sa capacité à développer une stratégie de communication destinée à attirer de nouveaux actionnaires. Les thématiques environnementales et sociétales se sont imposées dans sa communication, avec la volonté de mettre en avant auprès de ses investisseurs une « éthique » et des « valeurs » qui s'inscriraient dans une « politique sociale » qu'elle prétend défendre au moyen de plusieurs chartes et de quelques accords de groupe.



Son crédo : Well-Being ! Comprenez "bien-être". Il se décline, entre autres, dans l'« accord sur la qualité de vie au travail » et l'« accord sur l'emploi des travailleurs en situation de handicap » doté d'un budget de 1M€ (300 k€ de fonctionnement + 100 k€ de sensibilisation et communication) qui échappe ainsi aux cotisations AGEFIPH (Association nationale de GEstion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées). Ce ne sont là que quelques exemples d'outils qu'utilise le groupe pour se draper de vertu et flatter la conscience de futurs actionnaires.



En parfaite adéquation avec sa volonté d'inclusion des personnes handicapées au sein des différents établissements du groupe, celui-ci fait appel à plusieurs E.S.A.T. (Établissements et Services d'Aide par le Travail) pour réaliser de la sous-traitance. Cependant, le tableau brossé auprès des investisseurs est très loin de la réalité que vivent les travailleurs handicapés qui subissent, en plus de leur instrumentalisation, des conditions de travail parfois inacceptables.



L'émission « Cash Investigation » diffusée le 25/01/2024 sur France 2 a permis d'informer le grand public sur ce sujet. Chacun a pu découvrir les témoignages choquants de travailleurs handicapés d'un E.S.A.T. sous-traitant de Schneider Electric. Pensées suicidaires, cadences intenable, violences verbales voire physiques de l'encadrement, manque d'ergonomie provoquant des TMS (Troubles Musculo-Squelettiques)... Très loin de l'image d'Epinal que le groupe voudrait que l'on retienne.



On apprend dans ce reportage que le dirigeant de cet E.S.A.T. est un ancien cadre de Schneider Electric qui a succédé à un autre cadre du groupe. Un constat qui interpelle, et qui explique peut-être le peu d'importance portée à la dimension médico-sociale dans l'E.S.A.T. en question. Interrogée à ce sujet par l'équipe de journalistes, la Ministre déléguée chargée des personnes handicapées concède qu'il y a une dérive de la part de Schneider Electric.

Notre patron France, après avoir refusé plusieurs entrevues, s'est vu obligé de fuir

devant les caméras avant de dénoncer dans un communiqué ces « agitateurs » de la CGT, qui se sont saisis du dossier et ont osé défendre un délégué syndical lui-même travailleur handicapé et menacé de licenciement. A notre grand regret, d'autres « partenaires sociaux » de l'entreprise lui ont emboîté le pas, dénonçant une volonté manifeste de salir l'image de Schneider, entreprise citoyenne exemplaire «actrice et engagée sur le plan social et sociétal [...] depuis des dizaines d'années».



Inutile de dire que nos sollicitations à leur encontre, pour évoquer ensemble ce sujet sont restées lettre morte. Il nous semble pourtant légitime que les syndicats soient particulièrement attentifs aux conditions de travail dans les E.S.A.T, qui accueillent des personnes en situation de faiblesse. N'en déplaise à la direction et à nos pourfendeurs, nous n'avons pas l'intention de modifier notre éthique sur ce sujet. Et nous sommes fiers d'avoir contribué à dénoncer les abus dans l'E.S.A.T. concernée, meilleur gage d'une prise en compte rapide des problèmes constatés.

**Manifestement, le mal-être au travail des usagers concernés et le dévoiement manifeste de la mission de cet E.S.A.T. (censé soigner par le travail) ont beaucoup moins émus notre direction que l'atteinte à la bonne réputation de notre entreprise exemplaire !**

